

**Discours plénière DOB**

**29/01/2024**

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

M. JEAN-LUC GLEYZE

*Seul le prononcé fait foi*

---

En cette année d'élection européenne, permettez-moi de commencer cette séance en citant **les Mémoires de Jean Monnet** :

*« Les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise. »*

De la crise agricole à la crise écologique, de la crise sociale à la crise migratoire ; **ne pas accepter la nécessité du changement serait aujourd'hui irresponsable.**

Ce changement s'impose aux **agriculteurs, ostréiculteurs, viticulteurs, éleveurs** qui subissent des crises successives.

Dans ce contexte, le premier devoir du Département est de les accompagner sur ses compétences sociales, en **garantissant l'accès aux droits et aux aides** notamment pour **les indépendants et salariés agricoles qui sont éligibles au RSA.**

Je remercie les **agentes et agents de nos Maison Départementale des Solidarités (MDS) qui s'y attachent en lien avec la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et la Chambre d'agriculture** avec qui nous travaillons en bonne intelligence sur ce sujet.

En complément, dans le cadre de nos contraintes budgétaires, **nous avons ciblé nos financements sur les aides aux exploitations, et pour des plans d'urgence.**

**Sur ce point, je salue particulièrement nos agentes et agents du Service de l'agriculture, du foncier et du tourisme (SAFT). Une petite équipe qui fait de grandes choses** pour faire vivre une filière agricole dont nous sommes fiers, en accompagnant les femmes et les hommes qui travaillent dans les champs ou sur la mer.

Pour autant, nous restons humbles. **Nous n'avons pas la prétention de sauver le monde agricole.** L'Europe, l'Etat, la Région, toutes les parties prenantes doivent prendre leur responsabilité.

Car au-delà de ces dispositifs conjoncturels, l'enjeu est de développer, avec les paysans et les citoyens, **notre protection sociale** et de **protéger nos secteurs vitaux**, comme l'alimentation, sans faire le jeu ni de la mondialisation néolibérale ni des replis nationalistes.

Il faut en finir avec une « politique du chéquier » et des aides au coup par coup, instables par nature, pour donner **l'assurance d'un revenu stable** qui permet de ne pas tomber sous le seuil de pauvreté, c'est garantir **prévention et réparation face aux crises et aux nécessaires transitions écologiques**.

Nous en avons la possibilité en expérimentant un **revenu de base ou revenu d'autonomie comme nous l'appellerons désormais**.

Un revenu **mieux partager la valeur, mieux redistribuer vers ceux qui en ont besoin** et ainsi **permettre à tous d'être socialement sécurisés et acteurs de la transition écologique**.

De même avec **l'expérimentation de la Sécurité Sociale de l'Alimentation en Gironde**.

A terme, elle pourrait **contribuer à créer un nouveau « marché » en circuit-court**, dégagé de l'emprise des industries agro-alimentaire et **assurer un revenu juste et digne aux agriculteurs locaux**, leur donnant ainsi les moyens de **s'adapter aux nouvelles normes environnementales**.

C'est ainsi que nous éviterons la dangereuse opposition de **la précarité agricole contre l'écologie** qui ne profite qu'à l'extrême droite.

**Pour ne pas servir la mondialisation néolibérale et les replis nationalistes**, nous devons renforcer **notre protection sociale** et **protéger nos secteurs vitaux** grâce à **des droits nouveaux** comme le revenu d'autonomie ou la sécurité sociale de l'alimentation.

Car les **droits** sont ce qui nous permet de **vivre dignement ensemble** et **sortir de la sidération** face à la crise.

Notre capacité à nous **réorienter**, à retrouver **le** sens et **du** sens nécessaires, dépendra de notre capacité à sortir de cette état de sidération pour aller vers la **considération**.

Considération des territoires, considération de l'épaisseur humaine, considération des liens qui unissent le vivant et les vivants.

**Considérer c'est regarder et écouter avec une grande attention**, au-delà du prêt-à-penser. Nous en avons besoin face aux discours xénophobes et aux tentatives de transformer des prestations de solidarité en outil de régulation migratoire.

**Considérer, c'est réaliser que l'étranger n'est pas « extérieur » à nos vies**. Ce n'est pas celui que l'on ne connaît pas, c'est celui avec qui on habite, avec qui on travaille, avec qui on enseigne, avec qui on prend soin... C'est donc tous ensemble que l'on doit assurer la sécurité et la solidarité des uns envers les autres.

Mon propos fait écho à la Loi immigration bien sûr, mais pas seulement. Je dis cela en pensant aux membres des Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM) avec qui j'ai échangé à l'occasion d'un « papotin girondin » lors du Colloque Gironde inclusive.

**Le handicap peut aussi sembler « étranger » et être rangé parmi les « minorités »**. C'est un **préjugé** que Mickaël, Cédric, Ginou, Oussmane et les autres « GEMmeurs » ont déconstruit dans leurs interventions.

Ce qu'ils ont dit avec une pertinence et une émotion immenses, c'est **qu'ils ne sont ni « étrangers » ni « minoritaires » dans nos vies quotidiennes**. Au contraire, ils sont bien là et fiers de l'être, comme **1 girondin sur 6** en situation de handicap.

C'est pourquoi au-delà de la question de l'accès physique des personnes en situation de handicap à un lieu ou un service, l'accessibilité doit aussi se comprendre comme une opportunité de vivre et faire ensemble.

C'est ce qu'ont exprimé ces 11 femmes et hommes en situation de handicap dit « invisibles » : le besoin de ralentir, d'avoir des lieux de calme, des approches douces...

**Enfin, ce sont des besoins que nous partageons toutes et tous qui se sont fait jour dans leurs mots.**

**Ralentir pour mieux mener nos travaux**, nos politiques publiques.

Une grande leçon de gouvernance et de démocratie participative qui nous a été donnée mardi dernier par les GEM. C'est ainsi que l'on **réenchante le regard sur le handicap et ceux qui le vive**.

C'est inspiré par ces témoignages qui sont autant d'apprentissages que nous faisons nos choix ici, en Gironde.

**Exercer une sensibilité concrète au réel et la traduire en action, est notre méthode.** Le Débat d'Orientation Budgétaire est l'occasion de l'éprouver une fois encore.

Le temps des détails et du débat budgétaire se tiendra le 12 février prochain. C'est un **débat concernant nos interventions à venir face à la nécessité du changement** qui doit avoir lieu aujourd'hui.

Un débat qui doit nous permettre de penser la **boussole que l'on se donne collectivement** pour agir avec justesse et justice à l'égard des Girondines et des Girondins.

*« Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes. »,* écrivait Chateaubriand dans ses *Mémoires d'outre-tombe*.

Gageons donc que les moments difficiles que nous traversons soient, pour les Girondines, les Girondins et notre collectivité, **l'occasion d'un nouvel élan, d'un nouveau souffle, d'une aube nouvelle de solidarité.**